



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 11/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUVERGNE CARBURANTS

site d'Aulnat

Références : 20240607-RAP-63-0570-InspAuvCarbu_Vs.odt

Code AIOT : 0016300143

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement AUVERGNE CARBURANTS implanté ZAC DES Ronzières 17, rue du Mont Mouchet 63510 Aulnat. L'inspection a été annoncée le 17/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le programme de contrôle de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUVERGNE CARBURANTS
- ZAC DES Ronzières 17, rue du Mont Mouchet 63510 Aulnat
- Code AIOT : 0016300143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Auvergne Carburants exerce une activité de collecte d'huiles usagées. Elle collecte dans le département du Puy de Dôme et procède au transit et regroupement des huiles collectées sur un centre de transit à Aulnat (63). L'installation est autorisée à exploiter par AP daté du 22 février 2007 modifié par APC du 26 juin 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	réservoirs	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 8.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité et volume stocké	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 1.2.1	Sans objet
2	incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 2.5.1	Sans objet
3	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 4.2.2	Sans objet
4	procédure gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 5.7	Sans objet
5	Suivi des rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.5.1	Sans objet
6	réservoirs	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.5.4	Sans objet
7	transports	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.5.6	Sans objet
8	réservoirs	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.6.4	Sans objet
9	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.6.3	Sans objet
10	installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.4.2	Sans objet
12	Surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 9.2.1	Sans objet
13	maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article MTD 1 et 5	Sans objet
14	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant, devra prendre les dispositions techniques pour équiper chaque cuve d'un détecteur de niveau haut conforme aux prescriptions de l'article 8.1.1 de l'Arrêté Préfectoral du 22/01/2007 (chaque détecteur de niveau haut étant relié à une alarme visuelle, et déclenchant l'arrêt des pompes de circulation). Cette action corrective devra être réalisée sous 6 mois.

L'exploitant devra également sous un délai n'excédant pas trois mois :

- afficher le plan sécurité incendie (complété avec les dispositifs de coupure),
- transmettre le débit de la borne incendie la plus proche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité et volume stocké

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, volume annuel
Prescription contrôlée : Capacité totale de 120 m ³ (4 cuves de 30m3)
Constats :

Sur l'année 2023, environ 1180 tonnes collectées (1052 tonnes en 2022).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration incident
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place un registre de suivi des incidents ou accidents (fiche rapport d'événements dans un classeur, consulté en séance). En séance, l'exploitant signale un incident concernant le départ de feu d'un camion citerne (partie électrique du compartiment moteur, en date du 8 décembre 2023. Le sinistre a été circonscrit par l'exploitant (extincteur poudre 3Kg). Le SDIS est intervenu pour vérifier la température du bloc moteur du véhicule avec une caméra IR. Mesure immédiates : extinction avec extincteur poudre + intervention SDIS pour éviter toute reprise du feu Analyses des causes : expertise du véhicule, cause non identifiée (faisceau électrique et cabine endommagée) Mesures long terme : plusieurs extincteurs dans le véhicule, achat d'un nouveau véhicule pour le site d'Aulnat.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit informer la DREAL de tout évènement survenant sur le site (mail ou téléphone).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit informer la DREAL de tout évènement survenant sur le site (mail ou téléphone).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, schéma
<p>Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),</p>
<p>Constats : Le plan est présenté en séance</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : procédure gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, procédure
Prescription contrôlée : L'exploitant organise, par procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : la procédure décrite par l'exploitant consiste en : <ul style="list-style-type: none">• prélèvement de 2 échantillons chez le client au moment de la collecte,• prélèvement d'un échantillon sur la cuve pleine avant évacuation,• analyses pour commander l'évacuation,• une autre analyse est faite par le destinataire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Article 7.5.1 de l'AP du 22 février 2007 Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'étanchéité est contrôlable après une période de pluie. Le jour de l'inspection, la maçonnerie des cuves ne présente pas de défauts apparents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, étanchéité
Prescription contrôlée : Article 7.5.4 de l'AP du 22 février 2007 L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.
Constats : Les canalisations sont protégées à l'intérieur des bacs de rétention en béton.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : transports

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, manipulation
Prescription contrôlée : art 7.5.6 de l'AP 22 février 2007 Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.
Constats : Les cuves sont équipées d'un flotteur mécanique. Le sol est bétonné avec pente et permet de recueillir les écoulements éventuels.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, étanchéité
Prescription contrôlée : Article 7.6.4 de l'AP du 22 février 2007 Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Les consignes d'urgence sont affichées (n°des personnes à contacter...) au niveau du portail de l'entrée.

Les instructions concernant les opérations de déchargement et chargement des huiles usagées sont affichées.

Les conditions d'accès au site sont reprises sur le panneau à l'entrée du site.

Des consignes sont affichées en ce qui concerne l'utilisation de la sciure et des boudins.

La pollution générée suite à un accident de transport est en premier lieu limitée par des boudins (à proximité) et de la sciure. Si les eaux de ruissellement lessivent la pollution résiduelle, cette dernière est traitée dans un séparateur à hydrocarbures.

Enfin, lorsque le séparateur est plein, un système de ballon-jauge vient obturer son évacuation.

La mise en œuvre de ce dispositif est automatique. Les cuves sont entourées de rétentions bétonnées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, moyens de défense incendie

Prescription contrôlée :

Chapitre 7.6

Ressources en eau Article 7.6.3

Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- de robinets d'incendie armés,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement,

Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel.

Ce débit doit être fourni par un réseau de Poteaux d'Incendie Normalisés conformes aux dispositions de la norme NFS-61213 et répondant aux critères suivants :

- 2 Poteaux Publics situés en bordure de route

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Constats : Sécurité incendie

- 1 poteau incendie est situé à proximité,
- extincteurs (contrôlés par Isogar le 27 juillet 2023),
- 1 sac d'absorbant,
- formation du personnel à la sécurité incendie (tous les 5 ans renouvellement conformité ADR),
- plan sécurité incendie consultable dans le bureau.

L'exploitant devra afficher le plan sécurité incendie avec les zones de dangers, les moyens de lutte incendie et dispositifs de coupure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra sous un délai n'excédant pas trois mois :

- afficher le plan sécurité incendie (complété avec les dispositifs de coupure),
- transmettre le débit de la borne incendie la plus proche.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Article 7.4.2. Vérifications périodiques Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques date du 29/01/24 par DEKRA (une observation).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, détection niveau haut
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : art 8.1.1 de l'AP du 22 février 2007 Tous les réservoirs sont équipés d'un système de détection de niveau haut, chacun étant relié à une alarme visuelle, et déclenchant l'arrêt des pompes de circulation (réception et chargement camion). Ils sont équipés également d'un dispositif de mesure de niveau visuel.
Constats : Les opérations se font toujours par le même chauffeur qui surveille les opérations de pompage et connaît le niveau de remplissage des cuves (jauges de niveau). Les cuves ne sont pas équipées d'un système de détection de niveau haut (qui doit être relié à une alarme visuelle, et déclencher l'arrêt des pompes de circulation). L'exploitant devra se mettre en conformité sous 6 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra réaliser une étude comparative pour définir le choix du dispositif retenu. Il devra prendre les dispositions techniques pour mettre en place un système de détection de niveau haut et transmettre les justificatifs sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 9.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, paramètres contrôles et retenus

Prescription contrôlée :

Article 9.2.1 de l'AP du 22 février 2007 modifié par article 3 de l'APC du 27 juillet 2022

<i>Paramètres</i>	<i>Valeur limites retenues</i>	<i>Périodicité</i>
<i>pH</i>	5,5 - 8,5	Annuelle
<i>MES</i>	60 mg/l	Annuelle
<i>HCT</i>	10 mg/l	Annuelle
<i>COT</i>	60 mg/l	Annuelle
<i>Indice phénols</i>	0,2 mg/l	Annuelle
<i>Azote global</i>	25 mg/l	Annuelle
<i>Arsenic</i>	0,05 mg/l	Annuelle
<i>Cadmium</i>	0,05 mg/l	Annuelle
<i>Chrome</i>	0,15 mg/l	Annuelle
<i>Cuivre</i>	0,5 mg/l	Annuelle
<i>Mercure</i>	0,005 mg/l (5 µg/l)	Annuelle
<i>Plomb</i>	0,1 mg/l	Annuelle
<i>Nickel</i>	0,5 mg/l	Annuelle
<i>Zinc</i>	1 mg/l	Annuelle

Constats :

Les analyses ont été réalisées par le laboratoire Carso en décembre 2023. Les résultats sont consultés en séance et sont inférieurs aux VLE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019,

Thème(s) : Risques accidentels, maintenance préventive des équipements et installations

Prescription contrôlée :

Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles
MTD 1 et 5

Constats :

L'exploitant réalise une visite annuelle d'inspection (responsable du site avec le responsable QSE du groupe pour une analyse croisée) pour évaluer le fonctionnement de l'installation. Une checklist permet de vérifier l'état des équipements, dispositifs, bâtiments utiles au process, avec une approche logique maintenance préventive et démarche de suivi "qualité".

Le rapport est consulté en séance.

Il est noté la nécessité de reprise du seuil du rail de la porte coulissante. Le chiffrage est en cours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

Thème(s) : Risques accidentels, registre déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets,

<p>Y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats : L'exploitant utilise TRACKDECHETS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>